



C'est dans ces termes que le Canada aborde la défense nationale et le contrôle des armements. Non pas comme deux solitudes mais comme des priorités qui partagent la même logique et le même objectif. En raison de sévères restrictions budgétaires et suite à une longue et triste période de négligence, nous entamons la reconstruction de notre capacité militaire. Pas tellement dans le but d'être en mesure de faire la guerre, mais afin de pouvoir faire notre part pour nous assurer que nous n'aurons plus jamais à combattre.

C'est pour cette même raison que nous demandons sans relâche que des mesures de contrôle des armements soient prises dans les diverses tribunes internationales auxquelles notre pays participe. Le Canada s'intéresse également vivement à la progression des négociations où il n'est pas directement représenté, comme les entretiens entre Washington et Moscou sur les armes nucléaires et spatiales. Tant en privé qu'en public, le Premier ministre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et moi-même avons instauré un dialogue ouvert et utile avec nos homologues

américains. Les Soviétiques ont également été entièrement informés de nos préoccupations. Ces efforts vont se poursuivre. Car même si nous ne sommes pas les gardiens de ces armes, nous sommes les gardiens des aspirations des Canadiens et de l'avenir de nos enfants.

Le moment est propice au progrès. Les États-Unis ont le privilège d'avoir un président fort, vigoureux et populaire qui a redonné toute sa force à l'Amérique à un point où des accords importants et réciproquement bénéfiques en matière de contrôle des armements sont possibles et souhaitables. Les dirigeants soviétiques ont pour leur part manifesté pour la première fois la volonté de renoncer à l'attitude du passé et de faire des propositions sérieuses.

Depuis de trop longues années, l'attitude déclarée en matière de contrôle des armements n'a été guère plus qu'une tentative « cynique » visant à semer la discorde au sein de notre alliance et à gagner l'opinion publique occidentale. Il est essentiel que les propositions touchant le contrôle des arme-

ments soient pratiques et correspondent aux préoccupations de sécurité des deux partis. Depuis trop longtemps, les imperfections inévitables de certaines propositions ont servi d'excuses pour empêcher l'avancement des travaux sur l'ensemble des propositions.

À titre de ministre de la Défense nationale, je peux vous assurer que les responsables de la sécurité au Canada considèrent que les mesures convenues et fiables du contrôle des armements et du désarmement sont, avec nos efforts en matière de défense, essentiels à la sécurité du pays et à la sécurité mutuelle de tous. J'espère que, de votre côté, vous reconnaissez que nous poursuivons des buts communs et que notre plus grand espoir pour un avenir de paix, de sécurité et de prospérité réside dans un amalgame bien équilibré de mesures défensives et de mesures de désarmement et de contrôle des armements.

Je vous remercie de m'avoir donné la possibilité de prendre la parole aujourd'hui et j'espère avoir l'occasion de le faire encore souvent. »

## **L'ambassadeur au désarmement fait une déclaration au nom du Canada, devant la Première commission des Nations Unies**

*L'ambassadeur du Canada au désarmement, M. Douglas Roche, a fait une déclaration importante le 16 octobre dernier devant la Première commission des Nations Unies. Il a tracé les grandes lignes de l'approche canadienne relativement au contrôle des armements et au désarmement de même qu'à l'ordre du jour de la Commission, qui traite surtout des questions de contrôle des armements et de sécurité internationale. Voici des extraits de cette déclaration.*

« Le week-end dernier, les États-Unis et l'Union soviétique sont venus tout près de conclure un accord de désarmement historique. Depuis, les deux super-puissances ont informé le monde de leur intention de poursuivre leurs efforts sur la base des progrès réalisés à Reykjavik. Les séances de négociation ont déjà repris à Genève.

Ce sont là les faits nouveaux d'une très grande importance qui ont suscité une

nouvelle atmosphère d'espoir au moment où la Première commission commence ses délibérations. En effet, comme le Premier ministre Brian Mulroney l'a déclaré devant le Parlement canadien, les conditions permettant à un dialogue civilisé de se poursuivre à Genève sont réunies et, il faut l'espérer, ce dialogue débouchera sur une visite aux États-Unis du Secrétaire général du parti communiste soviétique, M. Gorbatchev, comme il avait été convenu. Le Premier ministre a ajouté :

« Il existe des obstacles des deux côtés. Les négociations ont justement pour fonction de permettre, dans une atmosphère d'ouverture d'esprit, un échange de vues sur les divergences entre les deux parties et des efforts en vue de parvenir à un compromis honorable. »

Le gouvernement canadien nourrit l'espoir que des hommes de bonne volonté arriveront à un accord sur le fond, qui pourrait être signé lors d'un sommet tenu dans un proche avenir.

Toutefois, le processus du contrôle des armements est fragile. Il s'inscrit dans un cadre qui doit être préservé. Il est donc important, à un double titre, de s'abstenir de toute mesure qui pourrait être interprétée comme un affaiblissement ou un effondrement de l'actuel cadre international sur lequel reposent les relations Est-Ouest et le contrôle des armements. Le respect des accords en vigueur est essentiel.

Les réalités de l'heure ont pour conséquence que les États-Unis et l'Union soviétique déterminent les principaux aspects de tout cadre international de sécurité globale. Mais la sécurité concerne tout le monde. Nous avons tout intérêt à ce que s'instaure une sécurité internationale, et nous devons tous nous acquitter de notre responsabilité et jouer un rôle constructif dans le processus de contrôle des armements.

Le Canada continuera d'œuvrer de façon constructive et résolue dans chaque instance multilatérale qui, un